

a
**DEPARTEMENT DU
 LOIRET
 ARROND. DE
 MONTARGIS
 CANTON ET COMMUNE
 DE
 CHALETTE SUR LOING**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 23 avril 2025

DATE DE PUBLICATION : 30 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – Mme TORRES - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – Mme PERIERS – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. FAURE à Mme PERIERS
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS ET EXCUSÉS :

- Mme BAYRAM
- Mme CAYOUX
- M. OREN
- M. TAVARES
- M. TOUANE

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :

Présentation du rapport social unique (RSU) 2023

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250506-DEL_2025_1704-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2025

OBJET : Présentation du rapport social unique (RSU) 2023

Directrice de secteur : Mme Laurence SURIEU

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Mme Ilda DE FERRAN

Mme HEUGUES : A la suite de la parution de la loi n°2019-828 du 06 août 2019 de la transformation de la fonction publique, le Rapport Social Unique (RSU) se substitue au bilan social bisannuel.

Les administrations doivent élaborer chaque année ce rapport rassemblant les éléments et données à partir desquels sont établies les lignes directrices de gestion, déterminant la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines dans chaque administration, collectivité territoriale et établissement public.

Le RSU est établi autour de 10 thématiques : l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, la formation, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail, l'organisation du travail et l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail, l'action sociale et la protection sociale, le dialogue social et la discipline.

Comme le bilan social, le RSU permet d'apprécier la caractéristique des emplois et la situation des agents. Il permet également de comparer la situation des hommes et des femmes et de suivre l'évolution de cette situation.

Enfin le RSU permet d'apprécier la mise en œuvre des mesures relatives à la diversité, à la lutte contre les discriminations et à l'insertion professionnelle, notamment en ce qui concerne les personnes en situation de handicap. Il constitue ainsi l'outil de référence pour renforcer la lisibilité de l'emploi public territorial.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L231-1 et suivants et R231-1 à R231-8 ,

Vu la loi n°2019-828 du 06 août 2019 de la transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique,

Vu l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales,

Vu l'avis du comité social territorial du 22 avril 2025,

Vu le Rapport Social Unique pour l'année 2023 joint en annexe,

ENTENDU les explications du rapporteur,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

PREND acte de la présentation du Rapport Social Unique réalisé au titre de l'année 2023.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	28	
Votes pour	28	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SON
LA 1^{ère} ADJOINTE

Le Maire,
Franck DEMAUMONT.

Mme Marie-Madeleine NEUSU

[Signature]



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250506-DEL_2025_1704-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2025